

CURRICULUM VITAE



LAGET-ANNAMAYER Aurore

aurore.laget-annamayer@dauphine.psl.eu

Fonction actuelle : **Professeur de droit public à l'Université Paris Dauphine-PSL, directrice du Master Droit et régulation des marchés (291) de l'Université Paris Dauphine-PSL**

Fonctions universitaires

Florence school of regulation, Scientific Advisor

2022 - : Professeur à l'Université Paris Dauphine-PSL

2018-2022 : Professeur à l'Université de Rouen-Normandie

2004 - 2017 : Maître de conférences à l'Université de la Réunion (jusqu'en 2007), puis à l'Université Paris Descartes.

2009 - 2011: *Visitor Fellow*, King's College, London.

Titres universitaires

2013 : Habilitation à diriger des recherches obtenue le 25 novembre 2013 à l'Université Paris Descartes.

2003 : CAPA, certificat d'aptitude à la profession d'avocat, Paris.

2001 : Docteur en droit public de l'Université Paris Descartes, mention très honorable avec félicitations du jury à l'unanimité, proposition pour une subvention à la publication et pour un prix.

Sujet : *Recherche sur la régulation des services publics en réseaux. Le cas des télécommunications et de l'électricité.*

1993 - 1996 : DEUG, Licence, Maîtrise en Droit public à l'Université Paris Descartes. Mention Bien, major de la promotion pour ces trois années. **DEA de Droit Public** (Paris Descartes), mention Bien, major de la promotion. **Lauréate de l'Université René Descartes** (meilleur cursus universitaire sur cinq ans).

Travaux et projets de recherche

Nous n'indiquons ici qu'une sélection.

Spécialisée en droit public des affaires, et plus particulièrement dans les secteurs des réseaux depuis ma thèse de doctorat en 2001, considérée comme une thèse pionnière dans ce domaine. J'ai ensuite élargi mes champs de recherche notamment dans les domaines économiques ou environnementaux. L'un de mes domaines de prédilection est le secteur ferroviaire, dont je suis devenu un spécialiste et pour lequel j'ai rédigé de nombreuses contributions

Ouvrages :

- *La régulation des services publics en réseaux. Télécommunications et électricité*, éditions Bruylant/LGDJ, Bruxelles-Paris, 2002, 546 pages.
- *L'évaluation en droit public*, A. Laget-Annamayer et D. Dero-Bugny (dir), Centre Michel de l'Hospital (PU Clermont), diffusion LGDJ, Paris, 2015, 238 pages.
- *L'ordre public économique* (dir.) coll. Droit et économie, Lextenso, décembre 2018, 406 pages.
- *The opening up to competition of passenger rail in Europe. Comparative law perspectives*, (dir) Ed. Larcier, coll. Rencontres européennes, décembre 2023, 244 pages.

Articles dans des revues et contributions à des ouvrages collectifs (sélection) :

- Conception des entrées du dictionnaire (avec S. Rodrigues et M. Nicolas) et rédaction de plusieurs articles dans *le Dictionnaire économique et juridique des services publics en Europe*, éd. ASPE, juillet 1998 (722 pages) : contrat de plan (pp.100 à 103), déréglementation (pp.109-110), harmonisation (pp.157 à 159), service universel (p.234 à 240), télécommunications (pp.259 à 265), transparence (pp.268 à 272), transport ferroviaire et transport aérien (pp.272 à 293), privatisation (pp.202 à 206), réglementation, régulation, régulateur (pp.213 à 225).
- « Les télécommunications : entre déréglementation et régulation », *La revue* (supplément d'actualité des services publics en Europe), mars 1999, pp.47 à 58.
- « Occupation du domaine public et intérêt général : d'un pouvoir de gestion étendu des autorités domaniales à une liberté d'action encadrée », *AJDA* du 23 juin 2003 pp. 1201 à 1208.
- « Le statut des accords OMC dans l'ordre juridique communautaire : en attendant la consécration de l'invocabilité », *Revue trimestrielle de droit européen, RTDE* avril-juin 2006, pp. 249 à 288.
- « Tarification du transport ferroviaire des voyageurs et principe d'égalité : le doute est permis », in J-C Videlin (dir), *Les mutations de l'activité ferroviaire : aspects juridiques*, LexisNexis, Paris, 2013, pp. 109-128.
- « Le Meccano de l'euro : Les multiples contraintes d'une monnaie pas comme les autres » (en collaboration avec Jean-Marc Sorel), *Revue Générale de droit international public, RGDIP* 2013/4, pp. 833-870.
- « La loi du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire : une imparfaite adaptation au cadre européen sous contrainte nationale », *Revue Droit administratif* - LexisNexis, décembre 2014, pp. 8 à 14.
- « Quel rôle pour les organisations internationales à vocation économique dans le développement durable ? », *Energies, Environnement, infrastructures* - LexisNexis, février 2015, pp. 23 à 27.

- Rapport introductif « Comment évaluer juridiquement l'évaluation en droit public ? » (avec D. Dero-Bugny), *L'évaluation en droit public*, Centre Michel de l'Hospital, PU Clermont, 2015, pp. 13-23.
- « La régulation en question : à propos des avis de l'ARAF sur les décrets d'application de la loi portant réforme ferroviaire, aperçu rapide », *JCP A*, 11 mai 2015.
- « Pouvoir d'autorisation des autorités de régulation », *Dictionnaire des régulations 2016*, dirigé par M. Bazex, G. Eckert, R. Lanneau, B. du Marais et A. See, collection « Guide », LexisNexis, décembre 2015, pp. 450-457.
- « La définition des objectifs de la régulation dans l'Union européenne », in : G. Eckert et J-P. Kovar (dir) : *Les objectifs de la régulation économique et financière* (Colloque de Strasbourg, Journées européennes de la régulation des 28 et 29 janvier 2016), L'Harmattan, 2017, pp. 51-81.
- *Les Grands arrêts du droit de l'environnement*, Dalloz (dir E. Naim Gisbert, P. Billet), Dalloz, Paris, 2017.
- « Regard d'une interniste sur la soft law au sein des 'agences européennes' en matière de régulation économique », in *Regards croisés sur la soft law en droit interne, européen et international* (dir. P. Deumier et J.M Sorel), éd. Lextenso, coll. Contextes, 2018, pp. 235-251.
- « L'incitation par l'information », 7^{èmes} Journées européennes de la régulation à Strasbourg (dir. G. Eckert et J-P Kovar), *Régulation et information*, éd. L'Harmattan, 2018, p.69 à 96.
- « D'un groupe à l'autre », in Dossier sur le nouveau Pacte ferroviaire du 27 juin 2018, RFDA 2018, p.857 à 866.
- « Transports durables et Union européenne : de l'inconciliable au compromis perfectible », in *Transports et développement durable* (dir. S. Mouton et E. Naim-Gesbert) Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2018, p.39 à 54.
- « Vers un ordre public économique régulateur autonome ? », in *L'ordre public économique*, LGDJ, coll. Droit et économie (dir. A. Laget-Annamayer), 2018, p.69 à 89.
- « L'ouverture à la concurrence dans le transport ferroviaire de voyageurs en France ou la vitesse de l'omnibus » (avec S. de la Rosa), *JCPA*, 14 déc. 2020, n°50, p.25 à 30.
- Dossier publié sous ma direction en mai 2021, in Revue *Energie, environnement, infrastructures*, LexisNexis, « L'ouverture à la concurrence dans le transport ferroviaire des voyageurs : mythe ou réalité ? ». Introduction et rédaction de la contribution : « L'autorité de régulation des transports face aux freins à la concurrence : une efficacité perfectible », p.33 à 39.

- Synthèse des tables rondes du colloque « L'ouverture à la concurrence dans le transport ferroviaire des voyageurs : mythe ou réalité ? », publiée en novembre 2021 à la Revue Energie, environnement, infrastructures, Lexisnexis.
- Le principe 16 [Principe pollueur-payeur] de la déclaration de Rio 30 ans après”, co-authored with Jean-Marc Sorel, in: Brazilian Commentary to the 1992 Rio Declaration on Environment and Development, co-edited by André de Paiva Toledo & Lucas Carlos Lima, Publishers D'Plácido (Brazil), Dec. 2022.
- “Transports et développement durable: un laboratoire d'expérimentation du monde d'après?” in Le droit public économique du monde d'après, Dir. F. Bottini, coll. Legitech, May 2023, p.237-236.
- " The legal framework for opening up passenger transport to competition in France, or how to hurry up (very) slowly, in The opening up to competition of passenger rail in Europe. Comparative law perspectives, (dir) Ed. Larcier, coll. Rencontres européennes, December 2023, p.83-95.
- “L'influence du droit de l'UE sur la construction d'un droit de la mobilité durable”, in Le droit des mobilités, (L. de Fontenelle, et S. Martin, dir.), ed. LexisNexis, January 2024, p.159 to 166.
- “La planification écologique à la française: work in progress”, JCPA, January 22, 2024, p.23 to 27.
- « Green Deal et mobilités : vers un changement de paradigme ? », Revue Juridique de l'Environnement, n°4/2023, p.823 à 833.
- « The legal framework for opening up passenger transport to competition in France, or how to hurry up (very) slowly, in *The opening up to competition of passenger rail in Europe. Comparative law perspectives*, (dir) Ed. Larcier, coll. Rencontres européennes, décembre 2023, p.83 à 95.

Concurrence dans le transport ferroviaire des voyageurs et baisse des prix des billets : chimère ou réalité ? Le Club des juristes, 2024.

Fascicules Jurisclasseur , Lamy

- Elaboration d'un nouveau *Fascicule Transports ferroviaires* (Fasc.279), Jurisclasseur Droit administratif, 15 mars 2005, 17 pages.
- Refonte entière du fascicule 279 *Transports ferroviaires*, 22 janvier 2011, 26 pages.
- Refonte du fascicule 279, septembre 2019.
- Lamy Droit public des affaires. Rédaction d'un chapitre sur la régulation des communications électroniques (40 pages) dans le livre « Régulation des activités économiques, juin 2023, et mars 2025.

Notes de jurisprudence :

- « CE 6 juin 2001, Commune de Vannes », *Cahiers juridiques de l'électricité et du gaz (C.J.E.G)*, janvier 2002, pp. 21 à 25.
- « CE 29 janvier 2003, Syndicat national de la Télématique », *AJDA* 28 juillet 2003, p.1381 à 1383.
- « CE 30 juillet 2003 (2 espèces), Société Dubus et Banque d'Escompte et Wormser frères réunis », *AJDA* du 12 janvier 2004, pp. 26 à 30.
- « CE 15 octobre 2003, ADEIC et autres », *AJDA* du 29 mars 2004.
- « CE 18 janvier 2006, Sté des Ciments Antillais », *AJDA* du 12 juillet 2006, pp. 1169 à 1172.
- « La régulation en question : à propos des avis de l'ARAF sur les décrets d'application de la loi portant réforme ferroviaire, aperçu rapide », *JCP A*, 11 mai 2015.
- « Cour d'appel de Paris 9 mars 2017 (2015/16315) STIF c. SNCF réseau et (2015/16328) Pays de la Loire c. SnCF Réseau », *Revue Droit adm*, Lexisnexis, octobre 2017, pp. 42 à 44.

Chroniques :

- Chronique à la *Revue contrat, concurrence consommation* (dir. M. Bazex) en 2006 et 2007.
- Chronique « Secteur public » semestrielle de la *Revue des droits de la concurrence, Concurrences* (dir. J-P Kovar et S. Rodrigues) de 2011 à 2014.
- Chronique annuelle de droit public économique (dir. J-C Videlin), depuis mai 2016 au *JCP A*.
- Chronique « Actions publiques » semestrielle de la *Revue Concurrences* de mars 2020 (dir. F. Martucci) à 2022.
- Chronique « Régulations » trimestrielle de la *Revue Concurrences* depuis 2022.

Communications dans des colloques .../ auditions

Conclusions de l'atelier thématique « La régulation et le contrôle juridictionnel », colloque à l'ENSPTT, janvier 1999 : *Service public : quelle régulation pour les entreprises de réseaux ?*

« Un bilan du contrôle opéré par le Conseil de la concurrence sur le secteur public », colloque *Secteur public et concurrence*, Université de la Réunion, 25 et 26 octobre 2006, sous la direction du Professeur Denys Simon.

« *Utilities regulation : french and UK comparison* », septembre 2009, King's College, Londres.

Rapport introductif (avec D. Dero-Bugny), colloque sur *L'évaluation en droit public*, Université Paris Descartes, 16 mai 2014.

« La définition des objectifs de la régulation dans l'Union européenne », 6^{èmes} Journées européennes de la régulation, *Les objectifs de la régulation économique et financière*, Strasbourg, 28 et 29 janvier 2016.

- « L'incitation par l'information », 7^{èmes} Journées européennes de la régulation, *Régulation et information*, Strasbourg, 2 et 3 mars 2017.

- « La soft law au sein des ‘agences européennes’ en matière de régulation économique », colloque *Regards croisés sur la soft law en droit interne, européen et international*, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, 15 juin 2017.
- « Transports durables et Union européenne », colloque sur *Les Transports durables*, sous la direction de E. Naim-Gesbert, Université de Toulouse 1 Capitole, 16 mars 2018.
- « Vers un ordre public économique régulateur autonome ? », colloque *L’ordre public économique* sous ma direction, Université Paris-Descartes, 24 mai 2018.
- « Rapport introductif », colloque sur *L’ouverture à la concurrence du transport ferroviaire des voyageurs : mythe ou réalité ?* sous ma direction, Université de Rouen-Normandie, 28 mai 2021
- Quels risques pour les contrats de concession ferroviaire ? 8 juin 2021, webinaire organisé par LPA-CGR Avocats.
- « Transports et Développement durable : laboratoire d’expérimentation du monde d’après ? », colloque sur *Le Droit public économique du monde d’après*, sous la direction de F. Bottini, Université du Havre, 14 et 15 octobre 2021.
- *Journée en l’honneur de Michel Bazex*, Université Paris Nanterre, 25 mars 2022, intervention sur « L’œuvre de Michel Bazex, théorie et pratique sur la régulation. »
- La planification écologique comme symptôme de la transformation du droit public économique, colloque Université du Mans 27 et 28 septembre 2023, sous la direction de F. Bottini.
- Audition devant le collège de l’Autorité de régulation des transports le 7 juillet 2023 dans le cadre de la préparation des futures orientations stratégiques de l’ART.
- Webinaire organisé par l’ADLC sur « La concurrence en mouvement dans le secteur ferroviaire, » 13 mars 2024, à propos de l’avis de l’ADLC, avis 23-A-18 du 29 novembre 2023 relatif au secteur des transports terrestres de personnes.

Table ronde avec le Président de l’ART, Monsieur Thierry Gimbaud, le PDG de SNCF Réseau Matthieu Chabanel et le président de Transdev notamment.

- Colloque, Nouvelles mobilités et droit : quelles adaptations ? 30 avril 2023, Université Paris Dauphine-PSL Participation à une table ronde sur le thème : régulation et mobilité : quelle contribution de la régulation économique aux mobilités de demain ? avec Geneviève Lallemand-Kirch, secrétaire générale adjointe de l’Autorité de régulation des transports, Dominique Jamme, Directeur général de la Commission de régulation de l’énergie ;
- Opening regional rail to competition– Is direct award still possible in France after the 24th of December 2023?, colloque international de la Florence school of regulation, 8 juillet 2024 à l’EUI (Florence). A paraître.

- Capacity regulation in the EU (railways), Summer school Transport, FSR, 9 au 11 juillet 2024.

Organisation de colloques :

- Université Paris Dauphine : participation à l'organisation de colloques portant respectivement sur *Le service public est-il soutenable ?* (publié aux éditions PUF en 1998) et sur *Les nouveaux entrants dans les industries de réseaux* (sous la direction du Professeur Marie-Anne Frison-Roche – oct. 1998).
- En tant que membre du groupe permanent de réflexion (GPR) *Service Public* de l'Ecole Nationale Supérieure des Postes et Télécommunications et rapporteur du GPR *Développement Territorial*, toujours auprès de l'ENSPTT, participation en janvier 1999 à l'organisation scientifique du colloque sur : *Service public : quelle régulation pour les entreprises de réseaux ?*
- Co-organisation le 16 mai 2014 du colloque sur *L'évaluation en droit public* avec la professeure Delphine Dero-Bugny ; Centre Maurice Hauriou de la faculté de droit de l'Université Paris Descartes.
- Organisation du colloque sur l'*Ordre public économique*, mai 2018, Centre Maurice Hauriou de la faculté de droit de l'Université Paris Descartes.
- Initiatrice d'un cycle de colloques sur le secteur ferroviaire à la Faculté de droit de Rouen. Le premier a eu lieu le 28 mai 2021 sur le thème : *L'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire des voyageurs : mythe ou réalité ?*
- Membre du comité scientifique du projet de recherche sur *Les évolutions de la régulation économique au prisme des entreprises des secteurs régulés* lancé en septembre 2021 sous la direction de Mme Claudie Boiteau, Professeure à l'Université Paris-Dauphine. Responsable de l'atelier n°2 : « Structures du régulateur économique indépendant : quel équilibre institutionnel ? » qui s'est tenue le 18 novembre 2021.
- Participation à l'organisation de la journée d'étude coorganisée par l'AFDA et le CR2D de l'Université Paris Dauphine-PSL le 1^{er} décembre 2023 : le droit administratif et l'entreprise.
- Les 2^{èmes} journées du ferroviaire, Université Paris Dauphine-PSL : *The opening up to competition of passenger rail in Europe. Comparative law perspectives*, (dir) Ed. Larcier, coll. Rencontres européennes, 3 février 2023.
- Workshop du 4 avril 2024, Université Paris Dauphine-PSL, « Enjeux de la capacité ferroviaire : développement, concurrence, report modal »
- Co organisation colloque du 30 avril 2024 Nouvelles mobilités et droit : quelles adaptations ?, Université Paris Dauphine PSL et Université Pau Pays de l'Adour

- Co organisation avec la Florence school of regulation d'un colloque international sur la régulation du transport ferroviaire « Rail regulation » 8 juillet 2024 à l'Institut européen de Florence.
- Organisation et participation à la Summer School « Transport » de la FSR (EUI) du 9 au 13 juillet 2024 sous la direction du Professeur Juan Montero. Responsable de la direction et l'animation des diverses ateliers et table ronde sur les trois journées.
- Co organisation d'un colloque "Mobilité, justice et libertés à l'ère de la transition écologique" avec l'Université de Pau et des pays de l'Adour, 5 décembre 2024, Pau.

Projets en cours de réalisation :

- Ouvrage sur *Le cadre juridique de la régulation économique*, à paraître aux éditions Lextenso, coll. Systèmes.
-

Enseignements

2022-2024

Université Paris Dauphine PSL:

Licence 2 : Droit administratif, cours annuel (72 heures avec td)

Master 2 : Droit de l'environnement (18 heures)

Master 2 : Trajectoire recherche : initiation à la recherche juridique (12 heures)

Master 2 Droit et régulation des marchés : Régulation des communications électroniques – Régulation des transports, et régulation et environnement (28 heures).

Université de Rouen

Cours en SEAD ; droit public des activités économiques (M1, 36h) et introduction au droit public économique (L3, 24h)

2018-2022

Université de Rouen

Licence 3 AES: Droit public des affaires (27 h).

Master 1 Droit public : Droit public des activités économiques avec TD (36h), Droit du contentieux de l'Union européenne (36h), Droit international et européen de l'environnement (36h).

Master 2 droit des affaires : Droit de la régulation économique (10h)

Master 2 Droit public approfondi : Régulation économique et financière (24h); Droit administratif approfondi (24h depuis la rentrée 2021)

Université du Havre 2021-2022

Cours de droit public économique (36h) en Master 1 droit public

Université Paris Descartes 2007-2018

Licence 2 : Institutions financières publiques (internationales, européennes et nationales), Institutions de l'Union européenne (2007 à 2018).

Master 1 Droit public : Droit public comparé (2011); Droit public des affaires (2012-2015); Politiques de l'Union européenne (2017-2017)

Master 2 : Droit du commerce intracommunautaire (2007), Aspects internationaux et européens du développement durable (2011 à 2018 dans le M2 « Développement durable »), Les Institutions financières internationales (2016-2018 dans le M2 Banque/Finance).

Université de la Réunion 2004-2007

Licence 1 : Méthodologie et logiques juridiques ; Institutions administratives

Licence 2 (AES) : Droit administratif

Master 1 Droit public : Droit public des affaires, Droit de la décentralisation territoriale, Droit de la décentralisation fonctionnelle.

Autres cours ou établissements

-Université Paris-Dauphine : Régulation des communications électroniques – Régulation des transports, M2 Droit et Régulation des marchés sous la direction de Madame la Professeure Claudie Boiteau depuis 2018.

-Université du Havre : Droit public économique

-IEJ de l'Université de Paris : Droit administratif de 2015 à 2019.

-ENM : La régulation économique de 2016 à 2018 (18 heures)

-Université d'Evry Val d'Essonne : Droit des secteurs en réseaux de 2014 à 2019 dans le M2 Droit public des affaires (24 heures)

-Ecole Nationale des Ponts et Chaussées : Les entreprises de réseaux et le droit de l'Union, 1999 à 2003